



Le choléra découvert, en Haïti en octobre 2010, est devenu au fil du temps un problème de santé publique. En vue de l'éradiquer, des représentants d'institutions publiques et ONG internationales se retrouvent autour d'une table pour réfléchir sur des actions concrètes à entamer, a observé Haïti Press Network.

Cet atelier d'échange, qui se déroule ce mardi au local de l'OPS/OMS à Port-au-Prince, regroupe des cadres du Groupe consultatif technique (GCT) sur l'eau et l'assainissement, de la Direction nationale d'eau potable et d'assainissement (Dinepa), du ministère de la Santé publique, de l'OPS et d'Organisation internationales évoluant dans le domaine de l'eau potable.

Cette rencontre devrait permettre aux participants de savoir comment les projets de stratégie, les activités et les postes budgétaires des composantes eau et assainissement de ce plan doit être renforcé pour favoriser la confiance des partenaires financiers.

« La vaccination, le choléra, la réduction de la mortalité maternelle, la planification familiale constituent l'ensemble des défis pour le ministère de la Santé publique », a fait savoir la ministre de la Santé, Florence Guillaume Duperval, à l'ouverture de la journée de travail.

Elle dit compter sur l'appui des partenaires nationaux et internationaux du ministère pour l'aider à accomplir sa mission notamment à « éradiquer » le choléra à travers le pays d'ici 2022. Le directeur général de la Direction nationale d'eau potable et d'assainissement (Dinepa), Lionel Duvalsaint, lui, a attiré l'attention des participants sur l'importance de l'eau potable dans la lutte contre le choléra.

« Il est urgent que des actions concrètes soient menées dans le pays pour faire face à ce fléau. Il faut pouvoir donner de l'eau potable à la population », a-t-il déclaré, reconnaissant que, faute de moyens financiers, l'institution qu'il dirige n'arrivait pas à remplir sa mission convenablement.

Sylvestre Fils Dorcilus
dsylvestrefils@yahoo.fr